

Le 26 septembre, Amnesty International France appelle à marcher pour le climat

Amnesty International France appelle à rejoindre les marches organisées partout en France le samedi 26 septembre 2026 afin d'exiger des mesures et des financements à la hauteur de l'urgence climatique, la sortie des énergies fossiles et la fin de la répression de celles et ceux qui se battent pour la planète.

Les impacts du changement climatique se multiplient, s'accroissent et affectent durablement nos vies quotidiennes. L'été qui s'achève nous l'a une nouvelle fois rappelé avec brutalité ; en France, les effets de la crise climatique sont une réalité. Ces derniers mois, des millions de personnes en ont subi les conséquences rappelant aussi que nous ne sommes pas toutes et tous égaux. Ses effets touchent d'abord les plus vulnérables ; les personnes en situation de précarité ou de mal-logement, celles qui vivent à la rue, les personnes âgées ou en situation de handicap, ainsi que celles et ceux dont le travail les expose directement à des températures extrêmes. Ils affectent également les personnes en première ligne pour nous protéger et soutenir les publics surexposés : les professionnel·les de santé, les équipes de secours, les agent·es des services publics dans les mairies et les préfectures, ainsi que les associations et les bénévoles mobilisés au quotidien.

Depuis des décennies, les scientifiques, les associations, les collectifs citoyens, les populations locales alertent sur les conséquences du changement climatique. Pourtant, les réponses apportées par la France restent largement insuffisantes au regard de l'ampleur de l'urgence. Chaque année, mois, semaine d'inaction fait peser un coût humain, social, environnemental et financier toujours plus lourd et injuste sur nos épaules et celles des générations qui viendront après nous.

Ce que nous avons vécu n'est pas une parenthèse estivale, c'est l'illustration d'une des plus graves crises des droits humains, de la menace universelle qu'elle constitue, et de l'inaction coupable des responsables. Amnesty International France demande des mesures immédiates et durables pour protéger les populations, en particulier les plus vulnérables, pour renforcer l'adaptation de notre société aux impacts du changement climatique et réduire rapidement les émissions de gaz à effet de serre responsables de cette crise.

Nous appelons notamment les pouvoirs publics à :

- Adopter un plan urgent de sortie des énergies fossiles, de transition juste et d'adaptation, financé notamment par la taxation des profits exceptionnels des entreprises fossiles, la taxation des ultra-riches et de leurs modes de vie polluants (par exemple les jets privés), et la fin des subventions, des incitations fiscales et des investissements dans les énergies fossiles.
- Adopter des mesures de protection sociale de manière à compenser les impacts de la transition sur les populations les plus vulnérables et ayant le moins contribué au changement climatique.
- Reconnaître le travail légitime et essentiel des défenseur·es de l'environnement et protéger les droits de tous·tes à faire entendre sa voix et à mobiliser les autres en faveur de l'action pour le climat et de l'environnement.

Rendez-vous le samedi 26 septembre à Paris et dans toute la France à nos côtés.